



PAR TRISTAN GASTON-BRETON

# Le Shah, le Cheikh et le pétrole : luttes d'influence à l'OPEP

---

Le choc ébranle l'Occident. Le 6 octobre 1973, le jour du jeûne de Yom Kippour en Israël, l'Egypte, la Syrie et l'Irak, attaquent par surprise l'Etat Hébreu. D'abord déstabilisée, l'armée israélienne ne tarde pas à reprendre l'avantage. Il faut dire que, dès le 14 octobre, les Etats-Unis ont accéléré leurs livraisons d'armes à Tshal, lui permettant de lancer une série de contre-offensives qui la mènent jusqu'au cœur de la Syrie. A Washington, Londres, Paris ou Tokyo, nul ne peut alors prévoir que ce conflit - le troisième depuis la création d'Israël en 1948 - va provoquer un choc pétrolier de grande ampleur et révéler les tensions qui traversent l'Organisation des pays producteurs de pétrole, l'OPEP.

De fait, la réaction ne se fait pas attendre. Les 16 et 17 octobre,

les pays arabes membres de OPEP, réunis au Koweït, annoncent une réduction de leur production pétrolière de 5% par rapport au mois de septembre 1973 et décident de poursuivre cette réduction de 5% chaque mois « jusqu'au retrait des forces israéliennes de tous les territoires occupés ». Cette mesure est assortie d'un embargo sur les livraisons de pétrole contre les Etats qui soutiennent Israël. Manifestement pris de court, les délégués ne sont cependant pas parvenus à taire leurs divisions. Un projet présenté par l'Irak prévoyant notamment la nationalisation immédiate de tous les intérêts américains dans le monde arabe, le retrait des fonds arabes placés dans les banques américaines et la rupture des relations diplomatiques avec Washington est ainsi écarté. L'un des plus ardents opposants à ce plan



n'est autre que le représentant de l'Arabie Saoudite, un homme connu de toutes les compagnies pétrolières occidentale et qui tient directement ses instructions du roi Fayçal d'Arabie : Cheikh Yamani.

A 43 ans, cela fait déjà 11 ans que cet authentique bédouin à la courtoisie légendaire formé dans les meilleures universités américaines - New-York et Harvard - occupe les fonctions de ministre saoudien du pétrole, ce qui fait de lui *de facto* le représentant du royaume à l'OPEP. S'il a compris très tôt quelle arme l'or noir pouvait être entre les mains des pays producteurs, Cheikh Yamani s'est toujours distingué par son approche modérée, épousant en cela les vues de son souverain. Lors de la guerre des Six-Jours de 1967, il s'est ainsi opposé avec succès à la mise en place d'un embargo au motif que les pays producteurs d'or noir n'avaient, à ce moment, ni l'unité nécessaire pour mener une telle opération, ni les moyens de se passer durablement de l'argent du pétrole. Dans ses relations avec les « major » américaines qui exploitent le pétrole saoudien, il a en outre privilégié une approche pragmatique, préférant des prises de participations progressives à une nationalisation pure

et simple qui obligerait les Saoudiens à gérer les champs pétroliers alors qu'ils n'ont encore aucune compétence pour le faire. Une position qui lui a valu bien des inimitiés, au sein de l'OPEP bien sûr, mais aussi en Arabie Saoudite où certains ne cachent pas leur mépris pour cet arabe Hijazi, c'est-à-dire issu des régions de l'Ouest, en bordure de la Mer Rouge, zone traditionnellement en délicatesse avec le Nedj, la région du centre de l'Arabie Saoudite où se trouve la capitale du royaume. Fort du soutien du roi Fayçal, Cheikh Yamani est cependant parvenu à imposer ses solutions. A Riyad en fait, on veut à tout prix éviter de casser le partenariat stratégique qui unit le Royaume aux Etats-Unis depuis 1945.

En ce mois d'octobre 1973, Cheikh Yamani parvient donc à éviter les mesures radicales proposées par l'Irak qui, si elles étaient adoptées, risqueraient de provoquer une crise majeure avec Washington. S'il pousse en revanche à l'adoption d'un embargo et à la baisse progressive de la production, c'est en grande partie parce que Fayçal n'est pas parvenu à convaincre les Américains de faire pression sur Israël pour que Tsahal cesse son offensive. Reçue à Washington le 16 octobre, la délégation



ministérielle conduite par le ministre saoudien des Affaires étrangères s'est en effet vue opposer une fin de non-recevoir. Résultat : le 10 octobre, tandis que l'Irak de Saddam Hussein fulmine contre Cheikh Yamani et les modérés, accusés d'avoir fait avorter l'appel à la nationalisation, l'Arabie Saoudite et l'Algérie annoncent qu'elle réduisent leur production non pas de 5 mais de 10%. Proportion qui est portée à 25% un mois plus tard par l'ensemble des pays arabes membres de l'OPEP.

Mais ce n'est que la fin du premier acte. Le deuxième acte s'ouvre le 22 décembre 1973 à l'Hôtel Intercontinental de Téhéran où les représentants de l'OPEP se sont donnés rendez-vous. Entre-temps, l'embargo décrété en octobre et les mesures de baisse de la production ont eu pour effet de provoquer une hausse rapide des prix du baril. Quelques jours plus tôt, une cargaison de brut iranien a atteint le prix de 17 dollars. Une autre, venue du Nigéria, a été offerte sur le marché spot au prix incroyable de 26 dollars ! Du jamais vu alors que le baril est passé, entre 1946 et 1972, de 1,63 à 3,60 dollars et qu'il se situe, depuis le mois d'octobre 1973, un peu au-dessus de 5 dollars ! Ce jour-là à Téhéran,

dans une atmosphère que l'envolée des cours a rendu électrique, les membres de l'OPEP se retrouvent pour arrêter le prix officiel du baril de pétrole. Cette réunion va dévoiler une nouvelle ligne de facture au sein de l'Organisation : celle qui oppose l'Arabie Saoudite, emmenée par Cheikh Yamani, à l'Iran, dont le représentant est Jamshid Amouzegar.

Celui qui sera nommé Premier ministre de l'Iran en 1977 avant de prendre le chemin de l'exil au lendemain de la révolution iranienne de 1979 est, comme son homologue saoudien, un bon connaisseur de l'Occident et plus particulièrement des Etats-Unis. Né en 1923, il a étudié à l'Université de Cornell (Etat de New-York) avant d'entreprendre une brillante carrière ministérielle en Iran. Marié à une allemande, doté d'un humour qui fait les délices de ses interlocuteurs, il détient, depuis 1964, le portefeuille des Finances que lui a confié le Shah Mohammed Reza Pahlavi. A ce titre, celui-ci lui a demandé de le représenter au sein de l'OPEP. Jamshid Amouzegar n'a cependant pas la même liberté d'action que Cheikh Yamani. Depuis toujours en effet, le souverain iranien tient à suivre lui-même les affaires pétrolières. Comme le président de la so-

ciété nationale iranienne des pétroles, Jamshid Amouzegar n'est en fait qu'un simple exécutant.

Ses instructions, en l'espèce, sont des plus claires : il doit obtenir une hausse substantielle du prix du baril et ce, même si elle doit susciter l'ire de Washington, son principal allié et son premier fournisseur d'armes. C'est que le Shah d'Iran a de grandes ambitions pour son pays. « L'une des choses que mon mari aime le plus dans la vie, c'est la vitesse. Il aime les avions qui vont vite, les voitures qui vont vite et les yachts qui vont vite » a avoué un jour à la presse occidentale l'imératrice Farah Pahlavi. Aller vite... De fait, depuis les années 1960, le Shah a entrepris de moderniser son pays à marche forcée. Lancée en 1963, la Révolution Blanche s'est traduite par une toute une série de mesures visant à faire entrer l'Iran dans le XXème siècle : industrialisation accélérée, réforme agraire, alphabétisation des populations, rupture avec les vieilles traditions religieuses... Mais ce n'est pas tout ! Emporté par ce qui s'apparente de plus à de la mégalomanie, le Shah a organisé, en octobre 1971 et quatre jours durant, une fête spectaculaire pour fêter les deux mille cinq cents ans de l'Empire perse dont il se veut l'héritier. Monarques et chefs d'Etat du monde entier ont

fait le déplacement jusqu'à Persépolis, l'ancienne capitale des rois d'Iran, afin d'assister aux cérémonies grandioses destinées à célébrer la prodigieuse modernisation du pays ainsi que son glorieux passé. Pas moins de 300 millions de dollars ont été dépensés pour l'occasion. L'argent : tel est bien, de fait, le principal défi auquel est confronté le Shah d'Iran. Le souverain en a le plus grand besoin pour poursuivre son œuvre de modernisation et calmer les oppositions que sa politique provoque au sein de la population. Or l'argent est là, dans le sous-sol. Avec 20% des réserves de l'OPEP, l'Iran est en effet le deuxième producteur de pétrole de l'Organisation, juste derrière l'Arabie Saoudite. Un baril à 5 dollars est cependant insuffisant pour alimenter son budget. Il lui faut obtenir un prix beaucoup plus élevé...

Le 22 décembre 1973 à Téhéran, l'opposition entre Cheikh Yamani et Jamshid Amouzegar a beau être sourde, elle est réelle. Riyad s'inquiète en effet des ambitions de l'Iran - dont la majorité de la population est chiite - qui pourrait, avec l'argent du pétrole, asseoir sa domination sur l'ensemble du Golfe. Elle s'inquiète également des conséquences d'un relèvement trop brutal des prix du pétrole sur les économies occidentales, voire

même sur la stabilité de certains pays européens comme l'Italie qu'une crise économique pourrait faire basculer dans le camp communiste. Elle s'inquiète enfin pour sa relation avec Washington. « Le choc économique provoqué par une augmentation trop brutale du prix du baril pourrait avoir de graves conséquences sur nos propres économies », dit en substance Cheikh Yamani devant les délégués de l'OPEP. Un baril à 8 dollars : telle est la position de l'Arabie Saoudite. Un prix bien plus bas que celui proposé par l'Iran : 17,04 dollars. Il faudra des heures de discussions et de conciliabules pour parvenir à un compromis : 11,65 dollars, soit une hausse de près de 130%. Pour le Shah d'Iran, qui n'a cessé de maintenir la pression sur son représentant, c'est une victoire incontestable. Et une belle revanche sur l'année 1953 ! Cette année-là, le premier ministre Mossadegh avait été renversé par un coup d'Etat anglo-américain après avoir tenté de nationaliser le pétrole iranien. Au pouvoir depuis 1941, le Shah n'avait donné son accord qu'après avoir longuement hésité et subi les pressions du directeur de l'antenne locale de la CIA. L'affaire avait laissé des traces... Au lendemain de la conférence de Téhéran, le souverain ne peut en tout cas s'empêcher, non

sans un certain cynisme, de renvoyer l'Occident à ses propres responsabilités. « Les enfants d'Occident habitués à manger à leur faim et leurs parents propriétaires de plusieurs voitures vont devoir apprendre à se serrer la ceinture » explique-t-il en effet à la presse américaine en 1974. En Iran, on se sent manifestement pousser des ailes...

D'autant que le Shah, tout à son projet de « Grande Civilisation » iranienne, ne cesse d'œuvrer pour tirer encore à la hausse les cours du baril. Avec un incontestable succès : les augmentations se succèdent tout au long de l'année 1974 et encore en 1975. Elles représentent au total un quadruplement du prix du baril depuis octobre 1973 et provoquent des sourdes tensions avec l'Arabie Saoudite. « L'Iran et l'Arabie Saoudite restent profondément divisés sur la question des prix du pétrole. L'Iran a obtenu satisfaction depuis 1973 mais veut aller encore plus loin », révèle ainsi une note de la CIA datée de septembre 1975 et remise à la Maison Blanche. Lors de discussions avec l'ambassadeur des Etats-Unis, Cheikh Yamani presse lui-même les Etats-Unis de faire pression sur l'Iran. A Riyad, on ne craint plus seulement une possible hégémonie iranienne : on commence également à s'inquiéter



des effets pervers qu'une hausse continue des cours pourrait provoquer en Arabie Saoudite : des revendications sur le partage de la manne pétrolière débouchant elles-mêmes sur de graves tensions sociales. « Votre soutien à l'Iran est incompréhensible, explique en août 1975 Cheikh Yamani à l'ambassadeur des Etats-Unis en Arabie Saoudite. Vous savez très bien que le Shah est un mégalomane mentalement instable. »

Le Saoudien finira par être entendu. En novembre 1977, le Shah d'Iran se rend à Washington pour une visite d'Etat. Le souverain est venu quémander de nouvelles armes à son allié américain. Au fil des discussions, Jimmy Carter dénonce « l'impact punitif » des hausses du cours du pétrole sur les économies industrialisées et appelle à une « pause ». Appel entendu. Dans les semaines qui suivent, l'Iran rejoint le camp de la modération représentée par l'Arabie Saoudite. A la fin de l'année 1977, les cours se sont stabilisés à 12,70 dollars. La hausse est stoppée. Du moins provisoirement. Deux ans plus tard, en 1979, la chute du Shah allait provoquer un nouveau choc pétrolier...

**Tristan GASTON-BRETON,**

Historien d'entreprises

tgastonbreton@elzear.com